

Euroxit

Jacques Cheminade

Président de Solidarité & progrès

24 juin 2015

Les négociations entre le gouvernement grec et ses créanciers européens déconsidèrent totalement l'Union européenne. En exigeant le remboursement d'une dette illégitime, illégale et odieuse, celle-ci est devenue une annexe du système financier de l'oligarchie.

La Commission parlementaire grecque d'audit de la dette a bien montré, comme l'explique Eric Toussaint, que « *la plupart des prêts publics consentis à l'État sont illégaux, car ils n'ont pas été utilisés au bénéfice de la population mais pour sauver les créanciers privés de la Grèce* ». Les grandes banques - Deutsche Bank, Société générale ou Crédit agricole - ont consenti, en s'appuyant sur le système bancaire grec, des prêts à des débiteurs qu'on savait incapables de rembourser. Une fois que cela s'est avéré, ces grandes banques ont appelé à leur secours les institutions européennes, qui leur ont complaisamment repris leurs créances plus que douteuses. Résultat : les grandes banques ne sont plus exposées auprès de la Grèce et ce sont les États européens, c'est-à-dire vous et moi, qui le sommes devenus, à travers la Banque centrale européenne et le Fonds européen de stabilité financière !

Cependant, le peuple et les entreprises grecques sont évidemment dans une situation bien pire. Alors que la dette publique est passée de 100 % du Produit intérieur brut en 2008 à environ 180 % aujourd'hui, le taux de chômage officiel atteint 27 % de la population et plus d'un jeune sur deux est sans emploi. La production nationale annuelle s'est effondrée de 25 % et l'investissement de 23 % entre 2009 et 2013. Ces souffrances ne sont pas le fruit du hasard ni d'erreurs de gestion. L'austérité a été imposée à la Grèce pour qu'elle donne à tous l'exemple d'une soumission à la loi du plus fort. Les « droits humains » du peuple grec ont été violés par des mesures dont les conséquences économiques et

sociales étaient clairement mesurées au sein du Fonds monétaire international et de la BCE ! La dette, outre son caractère illégal, est donc bien politiquement et économiquement illégitime et socialement odieuse.

Actuellement, les déposants retirent leur argent des banques grecques au rythme de 500 millions à 2 milliards d'euros par jour, et la BCE compense ces retraits par des liquidités d'urgence, les ELA, accordées au système bancaire grec à très court terme et à taux d'intérêt élevé. L'État grec, lui, doit se saigner aux quatre veines pour rembourser le FMI, dont il a prolongé toutes les échéances de juin au 30, pour des sommes s'élevant à 1,7 milliard d'euros. On ne sait si dans le système

actuel, cette échéance pourra être tenue, mais tout le monde reconnaît que les suivantes, auprès de divers créanciers, ne pourront jamais l'être.

La Grèce vit donc d'expédients avant sa mort financière. Et au lieu de tenter de la sauver, les institutions et les États sont devenus des comptables tortionnaires, discutant autour de leurs tables d'augmentation de taux de TVA, dans l'hôtellerie ou dans les îles, de diminution du montant des retraites et des salaires

et de taxes supplémentaires. La découpe du cadavre devient bal des vampires.

Les médias français et européens nous inondent de contre-propagande dénonçant les « profiteurs grecs », comme si les victimes n'étaient pas eux et nous. Cela évite de poser la vraie question, celle de la restructuration d'une dette dont seuls 10 % ont bénéficié au peuple grec. Sans cette restructuration, la Grèce ne peut survivre.

C'est pourquoi l'enjeu n'est pas le *Grexit* mais l'*Euroxit*, la dissolution d'un ensemble « européen » devenu prédateur. La France, si elle était ce qu'elle fut, devrait montrer l'alternative : elle existe, c'est le monde gagnant/gagnant des BRICS, au sein duquel nous aurions un autre rôle à jouer que celui de nous détruire nous-mêmes.

**Les institutions
et les États
européens sont
devenus des
comptables
tortionnaires.**